

V I L L E D E
G E N È V E

LÉGISLATURE 2015-2020
DÉLIBÉRATION PR-1188
SÉANCE DU 27 JUIN 2016

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et k), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'accord de principe du Conseil administratif de la Ville de Genève en vue de l'annulation de la délibération du Conseil municipal du 20 février 2013, approuvée par décision du Département de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement du 7 mai 2013 concernant la proposition PR-932, et son remplacement par une nouvelle délibération, identique sur le fond, mise à jour selon le dossier de mutation N° 8/2014;

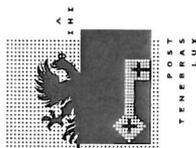
vu l'accord de principe du Conseil administratif de la Ville de Genève en vue de la radiation des servitudes de restriction du droit à bâtir et d'affectation, de restriction de plantations et de canalisations d'électricité et de téléphone grevant en droit et en charge les parcelles de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, 3209 et 3143 ainsi que la parcelle 3210, propriété de la Ville de Genève, sises chemin du Dr-Jean-Louis-Prévost 8-10-12, inscrites au Registre foncier sous P.j. A 1002 du 18 juillet 1953, afin de permettre la réalisation du projet de construction;

vu l'accord de principe du Conseil administratif de la Ville de Genève en vue de la réalisation du remaniement parcellaire selon le dossier de mutation provisoire N° 8/2014, établi en date du 25 novembre 2015 par M. Pierre-Yves Heimberg, ingénieur géomètre officiel;

vu l'accord de principe du Conseil administratif de la Ville de Genève en vue de la cession gratuite à la Ville de Genève de la parcelle 5593 de Genève Petit-Saconnex, en vue de son incorporation future au domaine public communal;

vu l'accord de principe intervenu entre la Ville de Genève et MM. Jacques Martin, Luc Perret, Patrick et Paul Pillet concernant l'acquisition de 650 m² de droits à bâtir pour la somme de 463 450 francs en vue de la réalisation complète de l'allée du bâtiment C2, dite «C2 LUP», sise sur la future parcelle 5590 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex;

vu l'accord de principe intervenu entre le Conseil administratif de la Ville de Genève et la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social en vue de l'octroi à ladite fondation de deux droits de superficie distincts et permanents au sens de l'article 779, alinéa 3 du Code civil suisse, pour une durée de cent ans, sur une partie des parcelles N^{os} 5589 et 5590, du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, sises chemin du Dr-Jean-Louis-Prévost 16 et 14, en vue de la construction de logements à caractère social, un immeuble côté avenue du Bouchet, ainsi que d'une allée du bâtiment C2, DDP dont les assiettes seront définies par l'autorisation de construire accordée;



V I L L E D E
G E N È V E

LÉGISLATURE 2015-2020
DÉLIBÉRATION PR-1188
SÉANCE DU 27 JUIN 2016

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

à l'unanimité, soit par 63 oui

Article premier. – La délibération du Conseil municipal du 20 février 2013 (PR-932) approuvée par décision du Département de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement du 7 mai 2013 est annulée et remplacée par les articles 2 et suivants.

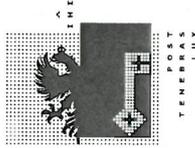
Art. 2. – L'accord de principe du Conseil administratif de la Ville de Genève, en vue de la radiation des servitudes de restriction du droit à bâtir et d'affectation, de restriction de plantations et de canalisations d'électricité et de téléphone grevant en droit et en charge les parcelles de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, 3209, 3143 ainsi que la parcelle 3210, propriété de la Ville de Genève, sise chemin du Dr-Jean-Louis-Prévost 10, ainsi que les parcelles 3209 et 3143, même commune, même section, inscrites au Registre foncier sous P.j. A 1002 du 18 juillet 1953, afin de permettre la réalisation du projet de construction, est ratifié et le Conseil administratif est autorisé à le convertir en acte authentique.

Art. 3. – L'accord de principe du Conseil administratif de la Ville de Genève en vue de la réalisation du remaniement parcellaire selon le dossier de mutation provisoire N° 8/2014 établi par M. Pierre-Yves Heimberg, ingénieur géomètre officiel, en date du 25 novembre 2015, par laquelle la Ville de Genève devient propriétaire des futures parcelles 5589 et 5590, ainsi que de la future parcelle 5593 de Genève, section Petit-Saconnex est ratifié et le Conseil administratif est autorisé à le convertir en acte authentique.

Art. 4. – L'accord de principe du Conseil administratif de la Ville de Genève en vue de la cession gratuite à la Ville de Genève de la parcelle 5593 de Genève Petit-Saconnex, en vue de son incorporation future au domaine public communal, est ratifié et le Conseil administratif est autorisé à le convertir en acte authentique.

Art. 5. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 485 000 francs, frais d'acte, émoluments, enregistrement compris, destiné à l'acquisition par la Ville de Genève à MM. Jacques Martin, Luc Perret, Patrick et Paul Pillet, de 650 m² de droits à bâtir, nécessaires à la réalisation d'une allée complète de l'immeuble C2, dite «C2 LUP», sise sur la future parcelle 5590 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex.

Art. 6. – L'accord de principe, intervenu entre le Conseil administratif de la Ville de Genève et la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social en vue de l'octroi à ladite fondation, pour une durée de 99 ans, de deux droits de superficie distincts et permanents au sens de l'article 779,



V I L L E D E
G E N E V E

LÉGISLATURE 2015-2020
DÉLIBÉRATION PR-1188
SÉANCE DU 27 JUIN 2016

alinéa 3 du Code civil suisse, sur les futures parcelles 5589 et 5590, du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, sises chemin du Dr-Jean-Louis-Prévost 16 et 14, en vue de la construction d'un immeuble de logements à caractère social, est ratifié et le Conseil administratif est autorisé le convertir en acte authentique.

Art. 7. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue l'article 5 au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 485 000 francs.

Art. 8. – La dépense prévue à l'article 5 sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine financier.

Art. 9. – L'opération ayant un caractère d'utilité publique, le Conseil administratif est chargé de demander au Conseil d'Etat l'exonération des droits d'enregistrement et des émoluments du Registre foncier.

Art. 10. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, modifier, épurer, radier toutes servitudes à charge et au profit des parcelles susmentionnées en vue de la réalisation du projet de construction.

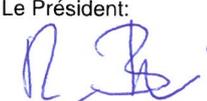
Certifié conforme:

Le Secrétaire:



Pascal Spuhler

Le Président:



Rémy Burri